

Étude du marché suisse de l'investissement durable 2024

Synthèse

Sponsors
principaux



RAIFFEISEN



Schroders



Synthèse

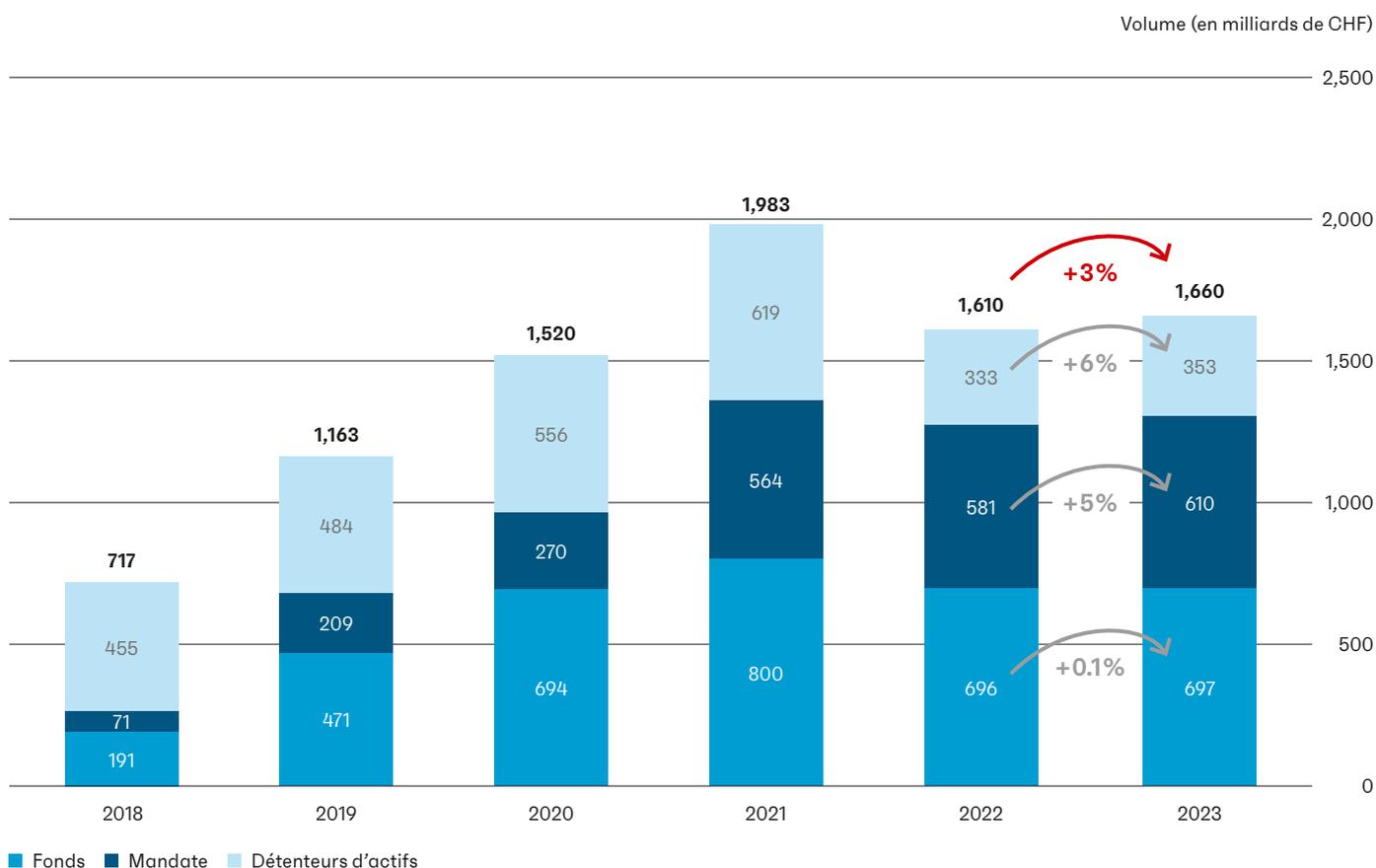
L'étude du marché suisse de l'investissement durable 2024 offre une vue d'ensemble des investissements liés à la durabilité en Suisse. L'étude répertorie tous les actifs qui mettent en œuvre une ou plusieurs approches d'investissement durable et présente les volumes d'investissement selon plusieurs perspectives afin d'illustrer la diversité des investissements liés à la durabilité. Alors que les discussions sur ce que devrait impliquer la notion «d'investissement durable» se poursuivent en Suisse et dans l'UE, les différentes perspectives abordées dans l'étude du marché 2024 de SSF contribuent à créer la transparence nécessaire sur les investissements liés à la durabilité sur le marché suisse. L'édition de cette année présente la manière dont les investissements liés à la durabilité sont classés sur la base d'une combinaison d'approches d'investissement durable, de la définition fournie par l'autorégulation de l'AMAS et de la méthodologie de l'Eurosif publiée en février 2024.

Évolution des volumes d'investissement liés à la durabilité

Les volumes d'investissements liés à la durabilité sont passés de 1610 à 1660 milliards de francs suisses entre 2022 et 2023. Après un recul significatif des investissements durables l'année dernière, cette progression représente un taux de croissance de 3%. Cette augmentation des investissements durables reste inférieure à la performance du marché, qui était d'environ de 15% en 2023. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet écart: premièrement, certains participants à l'étude ont amélioré leurs méthodes de mesure des investissements liés à la durabilité, ce qui a entraîné une baisse des volumes publiés par rapport à l'année précédente, notamment pour les approches de stewardship; deuxièmement, certains participants ne publient plus les investissements dont l'approche durable repose uniquement sur les exclusions ou l'intégration ESG.

Évolution des investissements liés à la durabilité en Suisse

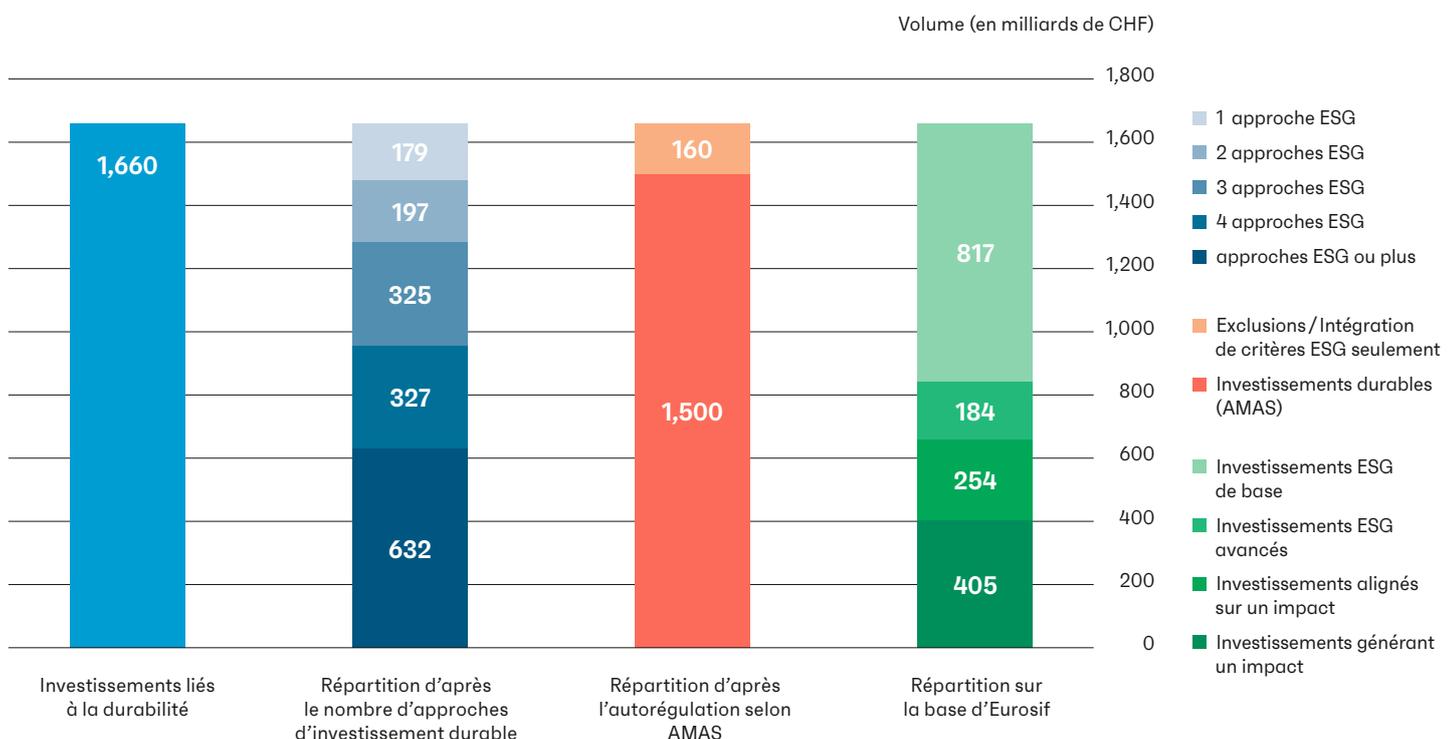
(en milliards de CHF)



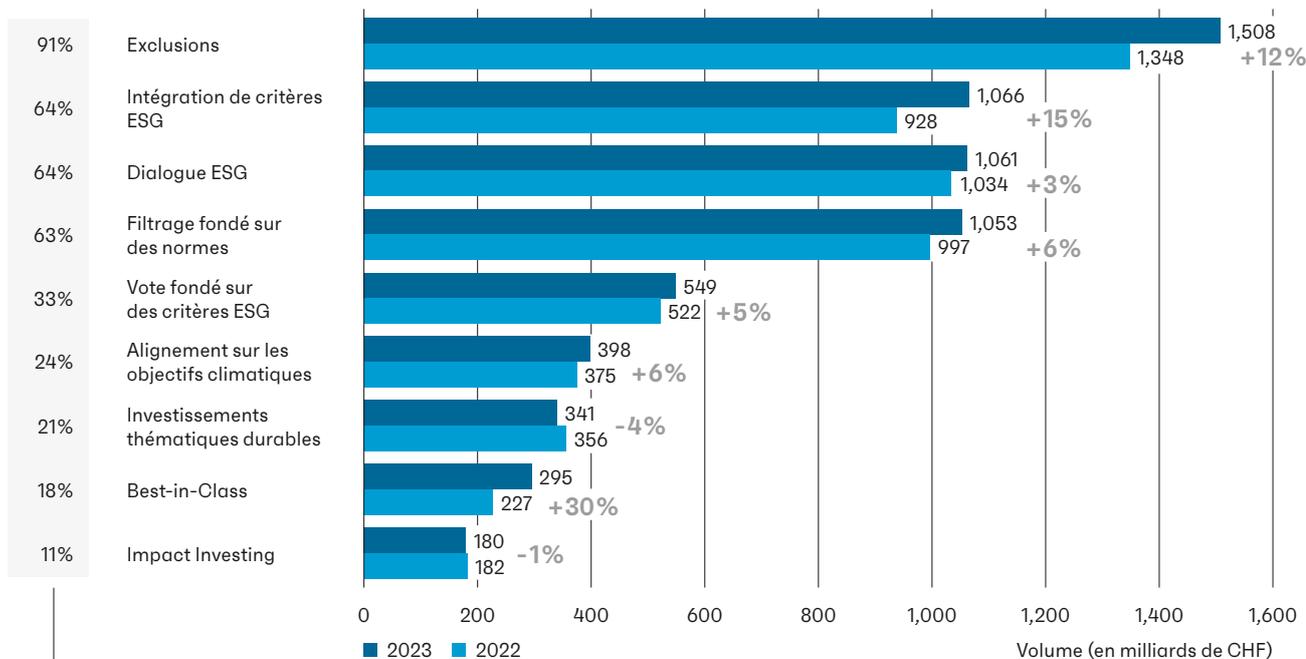
Cette année encore, l'étude analyse les volumes d'investissement liés à la durabilité selon trois perspectives (cf. illustration ci-dessous): (1) la combinaison d'approches d'investissement durable (deuxième barre), (2) la définition AMAS de l'autorégulation des investissements durables (troisième barre), et (3) la méthodologie de l'Eurosif axée sur la transition (quatrième barre). La combinaison d'approches d'investissements durables fournit une répartition sur la base du nombre d'approches appliquées qui constituent la base de l'étude du marché suisse sur l'investissement durable. La définition de l'AMAS déduit du total des investissements suisses liés à la durabilité les volumes qui appliquent uniquement une approche d'exclusion ou d'intégration ESG. La méthodologie de l'Eurosif distingue quatre catégories d'investissement qui différencie des de-grés d'ambition en faveur d'une transition durable: investissements ESG de base, investissements ESG avancés, investissements alignés sur un impact, investissements générant un impact.

Selon l'étude 2024, les participants à l'étude réagissent aux débats en cours sur l'investissement durable en augmentant le nombre d'approches d'investissement durable utilisées tout en réduisant le recours à une approche unique. Cette évolution se reflète également dans l'accroissement de la part des investissements considérés comme durables selon l'autorégulation de l'AMAS (90% cette année, contre 86% l'année précédente). Les résultats basés sur la méthodologie de l'Eurosif dévoilent une part étonnamment élevée d'investissements générant un impact (24% du volume total des investissements liés à la durabilité). L'explication la plus probable réside dans le fait que les acteurs du marché sont de plus en plus nombreux à mettre en œuvre stratégies d'engagement efficaces comme instruments d'impact de l'investisseur. Bien que mesurés de manières différentes, les résultats des trois perspectives montrent que la sophistication des approches d'investissement durable a augmenté par rapport à l'année précédente. Cette évolution tient vraisemblablement aux débats en cours sur ce qui mérite le terme «d'investissement durable».

Différents points de vue sur les investissements liés à la durabilité en Suisse (en milliards de CHF)



Evolution des approches d'investissement durable (en milliards de CHF) (n=79)



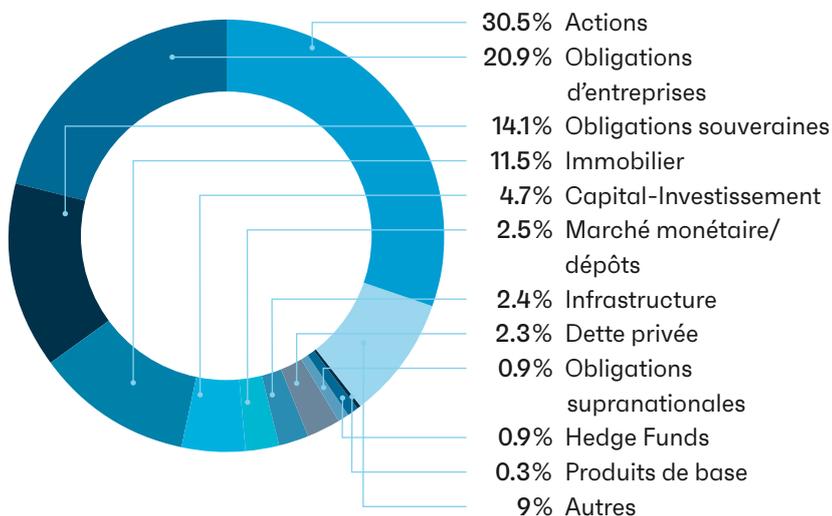
% du volume total des investissements liés à la durabilité, par approche

L'évolution du marché de l'investissement durable montre que les approches ont, pour la plupart, augmenté à un rythme supérieur ou égal à la croissance du volume total des investissements liés à la durabilité (+3%). Ce résultat confirme le fait que les participants combinent davantage d'approches d'investissement durable, ce qui entraîne une hausse de leur usage combiné. En hausse de 6%, l'approche de l'alignement sur des objectifs climatiques continue de gagner en importance, malgré son apparition relativement récente dans l'étude de marché (2022). Après avoir enregistré une forte croissance l'année précédente, l'investissement thématique durable et l'investissement d'impact (resp. +86% et +80%) ont affiché un léger recul en termes de volume en 2023 (-4% et -1%).

Toutes les classes d'actifs restent concernées

Dans la lignée des années précédentes, les investissements liés à la durabilité concernent toutes les classes d'actifs, que ceux-ci soient cotés ou non. Actions, obligations d'entreprises, emprunts souverains et immobilier restent les principales classes d'actifs. Alors que la part des actions et l'immobilier ont reculé par rapport à 2022, la part des obligations d'entreprises et d'emprunts souverains a légèrement augmenté. Collectivement, ces deux classes d'actifs représentent près de 77% du volume total. La part des autres classes d'actifs reste largement minoritaire, même si celles liées aux infrastructures, aux instruments monétaires et de dépôts, aux obligations supranationales et aux matières premières ont enregistré une augmentation en valeur absolue.

Distribution des classes d'actifs appliquées aux volumes d'investissements liés à la durabilité (en %) (n=76)



Evolution réglementaire en Suisse et dans l'UE

Le Parlement suisse et le Conseil fédéral ont intensifié leurs activités de transposer l'Accord de Paris dans le droit national. De nouvelles règles de droit s'appliquent à l'ensemble de l'économie et contribuent à la réussite de la transition énergétique de la Suisse. En ce qui concerne le secteur financier, les règles juridiques suisses restent fragmentées et il n'y a pas de dispositions légales contraignantes en matière de durabilité qui sont applicables à tous les domaines du secteur financier.

La réglementation de l'Union européenne sur la finance durable, qui évolue continuellement, fait partie du paquet de mesures visant à construire une économie verte et à établir des normes internationales. Les liens étroits entre le règlement Taxinomie de l'UE, le règlement sur la publication d'informations de durabilité dans le secteur des services financiers (Sustainable Finance Disclosure Regulation – SFDR) et la directive sur la publication d'informations extra-financières pour les grandes entreprises (Corporate Sustainability Reporting Directive – CSRD) sont l'une des raisons pour lesquelles les obligations de divulgations et de rapport correspondantes pose de nombreux défis aux entreprises. En lançant une vaste consultation sur la révision de la SFDR, l'UE cherche à recueillir des avis sur l'utilité et la compatibilité des exigences actuelles.

Thèmes spécifiques

La contribution du secteur immobilier à la transition vers une économie plus durable intéresse de nombreux investisseurs, sachant que ces derniers font désormais le lien direct entre bénéfices environnementaux et sociaux et leurs attentes en matière de rendement des portefeuilles immobiliers. Sur la base d'indicateurs environnementaux dédiés aux fonds immobiliers publiés par l'AMAS en 2022, l'adoption des indicateurs correspondants a de nouveau été évaluée. La grande majorité des participants à l'enquête détenant des investissements immobiliers recueillent des données selon cinq indicateurs principaux: mix énergétique, consommation d'énergie, intensité énergétique, émissions de gaz à effet de serre et intensité des gaz à effet de serre.

A l'échelle mondiale, les investissements obligataires liés à la durabilité, dites GSS+ – obligations vertes, sociales, durables et «sustainability-linked bonds» – ont enregistré une forte croissance ces dernières années. L'étude montre que 64% des participants ont investi dans de tels instruments, soit une légère hausse par rapport à l'année précédente (+61%). Une section distincte dans la version anglaise de l'étude met en lumière le marché obligataire GSS+ et les obstacles identifiés à la croissance à venir.

La prise en compte du changement climatique dans les investissements reste la norme: 87% des participants à l'enquête prennent explicitement en considération le changement climatique dans au moins une partie de leurs investissements. Cette année, de nouvelles données montrent que 43% des participants ciblent les entreprises dotées de plans de transition crédibles, ce qui dénote un intérêt élevé pour la transition de l'économie.

Pour la troisième année consécutive, notre étude a inclus des questions en lien avec l'action des investisseurs dans le domaine de la biodiversité. Les gérants d'actifs adhérant à une ou plusieurs normes en matière de biodiversité restent minoritaires (24%). Onze gérants d'actifs (22%) ont systématiquement analysé les impacts négatifs et positifs de leur portefeuille d'investissement sur la biodiversité, tandis que treize (25%) prennent en compte les risques pour la biodiversité dans leurs décisions d'investissement. Similaires à ceux de l'année précédente, les résultats reflètent le fait que l'industrie n'est pas encore en mesure d'appréhender pleinement les enjeux de la biodiversité, encore moins de les intégrer dans les processus d'investissement en raison de l'absence de données et de cadres établis.

Perspectives

Les discussions sur la définition précise de «l'investissement durable» se poursuivent en Suisse et au sein d'autres juridictions. En conséquence, le contexte réglementaire de la finance durable en Suisse et dans l'UE continue d'évoluer et de se complexifier. Ainsi, dans l'UE, la révision du niveau 1 SFDR pourrait déboucher sur une nouvelle classification durable concernant les produits financiers. En Suisse, le processus de mise en œuvre de la position du Conseil fédéral sur la prévention de l'écoblanchiment pourrait également se traduire par de nouvelles autorégulations de l'industrie ou autres évolutions importantes.

Dans ce contexte, il est impératif que toute la transparence soit faite sur les évolutions actuelles dans le domaine de l'investissement durable. L'étude de marché de SSF continuera de considérer les approches les mieux connues et d'en introduire de nouvelles afin de donner un aperçu des tendances passées et à venir sur le marché de la finance durable suisse.

Liste des sponsors

Sponsors principaux



RAIFFEISEN



Schroders



Sponsors contributeurs

 abrdn




J. Safra Sarasin

 PICTET
1805

SIX


UNION BANCAIRE PRIVÉE

Mentions légales



Éditeur :
Swiss Sustainable Finance



Partenaire académique :
Sustainable Finance Research Group,
Université de Hambourg /
Advanced Impact Research (AIR) GmbH

Équipe éditoriale :

Timo Busch
Sustainable Finance Research Group, University of Hamburg

Eric Pruessner
Lead Senior Researcher, Advanced Impact Research (AIR)
Doctoral Researcher at the University of Hamburg

Christopher Bock
Senior Researcher, Advanced Impact Research (AIR)

Hendrik Kimmerle
Senior Project Manager, Swiss Sustainable Finance

Katja Brunner
Director Legal & Regulatory, Swiss Sustainable Finance

Sabine Döbeli
CEO, Swiss Sustainable Finance

Daniela Lavrador
Director Romandie, Swiss Sustainable Finance

Traduction : WordsInvest
Mise en pages : frei – büro für gestaltung, Zurich | freigestaltung.ch
Image : Christian Reichenbach

Zurich, Juin 2024

Avertissement

Le présent document a été élaboré par Swiss Sustainable Finance en collaboration avec le Sustainable Finance Research Group de l'Université de Hambourg et la Advanced Impact Research (AIR) GmbH (ci-après nommées « les Parties »). Les informations contenues dans la présente publication (ci-après nommées « les informations ») s'appuient sur des sources considérées comme fiables. Les Parties ont pris toutes les mesures raisonnables pour que les informations présentées dans ce document soient complètes, exactes et à jour. Elles n'émettent aucune garantie, expresse ou implicite, quant à ces informations, et déclinent toute responsabilité à l'égard des personnes ou entités qui seraient amenées à les consulter ou à les utiliser.

Veuillez consulter la version anglaise du rapport pour les mentions légales détaillées.